

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 368

du 8 OCT. 2025

mettant en demeure la société SNF SA à Saint-Avold de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de Saint-Avold

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-a-57 du 19 mai 2025 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-97 du 9 septembre 2025 portant délégation de signature de M. Philippe Deschamps, assurant l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-DCAT-BEPE-97 du 14 mars 2025 ;
- Vu** le dossier de demande d'autorisation environnementale ayant conduit à l'arrêté préfectoral n° 2025-DCAT-BEPE-97 du 14 mars 2025 ;
- Vu** le rapport du 17 septembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection de l'environnement ;
- Vu** le courriel du 18 septembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est transmettant le rapport d'inspection et informant la société SNF SA des suites administratives envisagées à son encontre ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par la société SNF SA dans le délai imparti ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 27 août 2025, l'inspection des installations classées constate la présence de deux points de rejets horizontaux à l'extérieur et à mi-hauteur du bâtiment 57 qui sont reliés à un traitement de l'air (scrubber et filtre à poussières) ;

Considérant que les équipements susmentionnés sont situés au niveau de la fabrication des GPAM, des émulsions AKD et des anti-mousses du bâtiment 57 ;

Considérant que les équipements susmentionnés étaient en fonctionnement lors de la visite ;

Considérant que le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé ne mentionne pas la présence, au niveau du bâtiment 57 :

- d'un traitement par un scrubber et d'un point rejet en sortie du scrubber des ateliers GPAM, émulsions AKD et anti-mousses ;
- d'un traitement par filtre à poussière et d'un point rejet en sortie de ce filtre situé au niveau des ateliers GPAM, émulsions AKD et anti-mousses ;

Considérant que les émissions liées à ces deux points de rejet n'ont pas été prises en compte dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2025 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SNF SA, dont le siège social est situé rue Adrienne Bolland - ZAC de Milieux à Andrézieux (42163 Cedex) est mise en demeure de respecter **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son site situé à Saint-Avoid, les dispositions suivantes du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2025 susvisé en ce qui concerne les rejets atmosphériques du bâtiment 57 liés à la fabrication des GPAM, anti-mousses et émulsions AKD :

« Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SNF SA et dont copie est adressée, pour information au maire de Saint-Avold et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le secrétaire général par intérim,
le sous-préfet de Forbach - Boulay-Moselle



Franck Chaulet

